

Commune de JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n° 2021/10/03

date de demande de retrait : 30 septembre 2021
demandeur : Mme BARRAUT Emilie
pour : Construction d'une piscine
adresse terrain : 188 RUE SAINT EXUPERY, à
JASSANS-RIOTTIER (01480)

**ARRÊTÉ DE
RETRAIT D'UNE AUTORISATION D'URBANISME
A LA DEMANDE DU BENEFICIAIRE**

Le Maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29/03/2018,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier,

Vu la déclaration préalable n° DP 001 194 21 00010 autorisée le 10 mars 2021 au bénéfice de mme BARRAUT Emilie pour une construction de piscine située 188 rue Saint Exupéry à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;

Vu la demande expresse du bénéficiaire de l'autorisation formulée le 30 septembre 2021 demandant le retrait de la déclaration préalable en cours de validité obtenu le 10 mars 2021,

ARRÊTE

Article 1:

La déclaration préalable n° DP 001 194 21 00010 est **retirée**.

Fait à JASSANS-RIOTTIER, le 11 octobre 2021

Le Maire,
Jean-Pierre REVERCHON

Par délégation du Maire

Marie-Laure REIX
1ère adjointe



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT

- Cet arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé, ...).
- Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).